

BALTHAZAR, Louis, *Bilan du nationalisme au Québec*.
Montréal, L'Hexagone, 1986. 212 p.

Pierre Trépanier

Volume 41, Number 3, Winter 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304594ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304594ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Trépanier, P. (1988). Review of [BALTHAZAR, Louis, *Bilan du nationalisme au Québec*. Montréal, L'Hexagone, 1986. 212 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 41(3), 426–428. <https://doi.org/10.7202/304594ar>

BALTHAZAR, Louis, *Bilan du nationalisme au Québec*. Montréal, L'Hexagone, 1986. 212 p.

Cet essai sur le nationalisme au Québec, des années 1800 jusqu'à nos jours, renferme du bon et de l'exécrable. Outre le chapitre introductif, on peut le diviser en moitiés, avec pour frontière la Révolution tranquille. Le bon se trouve surtout dans la seconde, qui se termine avec l'élection de Brian Mulroney en septembre 1984 et le retour au pouvoir de Robert Bourassa en décembre 1985, donc avant l'Accord du lac Meech et le Traité de libre-échange. En particulier, on lira avec profit les pages perspicaces et stimulantes consacrées à l'épisode référendaire et à ses conséquences. Rien de meilleur n'a paru sur le sujet. On estimera toutefois que le politologue grossit à l'excès la différence entre ethnie et nation. D'essence culturelle autant que la nation, l'ethnie est, comme elle, non pas hérité, mais héritage. En revanche, le conformisme intellectuel ne devrait pas nous empêcher de reconnaître que, pour l'immense majorité, la naissance détermine l'appartenance nationale. On naît *dans* sa nation. Les graves faiblesses de l'ouvrage, qui gâtent surtout la première partie, sont imputables au cadre théorique et à la méthode dans une certaine mesure, mais davantage à la méconnaissance des recherches récentes en histoire québécoise et au manque de maîtrise des travaux plus anciens. En dépit d'un

louable effort de distanciation, l'auteur reste prisonnier de l'idéologie de la Révolution tranquille, qui lui fournit l'essentiel de son interprétation du passé. Admettons-le d'entrée de jeu: tantôt les reproches qui suivent tiennent à de respectables divergences de vue, tantôt ils accusent une ignorance qui l'est beaucoup moins.

Réticent à voir dans le nationalisme une doctrine, l'auteur le définit comme «un mouvement qui consiste à accorder une priorité à l'appartenance nationale et à lutter pour une meilleure reconnaissance de la nation à laquelle on appartient» (p. 18). C'est dire qu'il accorde plus d'importance à l'action qu'au discours, à l'évolution sociale qu'aux itinéraires individuels, aux grands tournants collectifs qu'à l'engagement intellectuel. Ce choix est licite. La méthode ou plutôt l'absence de méthode qui l'accompagne ne l'est pas. Outre une fâcheuse tendance à glisser du descriptif au normatif, on remarque que l'auteur met assez souvent sur le même plan la culture politique nationale, l'idéologie d'une catégorie sociale particulière, la doctrine d'un groupe de pression ou d'un regroupement d'intellectuels, le programme d'un parti politique et les réalisations concrètes des gouvernements. Surtout dans la première moitié, sans avertissement et sans explicitation des rapports réciproques en cause, on passe assez fréquemment de l'individuel au collectif, du dire au faire, des structures sociales aux représentations et des représentations aux comportements. A coup d'*a priori* et de réductions, des faits d'un certain ordre sont invoqués à l'appui d'une argumentation d'un ordre tout autre. Ce qui n'aide pas les choses, les catégories sociales restent floues. Ainsi du concept d'*élite*, qui exclut, dans le traitement des années 1920 et 1930, la classe politique et la bourgeoisie d'affaires canadiennes-françaises, comme en fait foi cette affirmation déconcertante: «Si la masse de la population adhère plus ou moins passivement au libéralisme économique, il n'est guère d'élites canadiennes-françaises, hormis quelques hommes d'affaires et quelques marginaux, qui ne soient entraînées dans l'idéologie de résistance à l'industrialisation» (p. 96-97). Pourtant l'auteur venait de rappeler que le «gouvernement provincial et la grande presse séduisent la majorité de la population» (p. 96). Au vu d'une telle contradiction, comment se surprendre que l'auteur souscrive à la thèse d'André-J. Bélanger sur l'apolitisme des idéologies québécoises et singulièrement du nationalisme des années 1930, thèse qui ne résiste pas à l'examen?

Une typologie des nationalismes fournit à l'auteur l'outil conceptuel avec lequel découper, à même l'histoire québécoise des 19^e et 20^e siècles, trois phénomènes nationalistes successifs et essentiellement différents. L'auteur distingue quatre types. Bourgeois, laïciste et moderniste, le nationalisme *moderne* est fils de la Révolution française. Transformé par le jacobinisme et défié par le socialisme, il deviendra *étatiste*. Quant au nationalisme *traditionnel*, il perpétue les valeurs et les institutions d'ancien régime et baigne dans l'apolitisme. Si l'indépendance est le terme logique de ces trois nationalismes, ils peuvent s'arrêter à mi-course, d'où le nationalisme *autonomiste*. La théorie de Karl Deutsch sur l'intensification des communications et la mobilisation sociale inspire l'analyse du nationalisme contemporain. Au Québec, le type moderne caractérise le nationalisme *canadien* des années 1800-1838 et, davantage encore, le nationalisme *québécois* de la Révolution tranquille. Entre les deux, de 1840 à 1960, s'interpose l'interminable règne du nationalisme *canadien-français*, de type traditionnel.

Non sans peine, le politologue réussit à comprimer l'histoire du Québec dans les cases commodes qu'il a aménagées. Son interprétation de l'attitude de l'Église en 1864-1867 paraît bien douteuse. Sa compréhension du nationalisme de Mgr Laflèche et de celui de Mercier est tronquée. La pensée et l'action de Gouin, Taschereau et Godbout sont à peu près escamotées. Une idée chère à l'auteur est que le nationalisme canadien-français des années 1840-1960 négligeait la dimension territoriale au profit d'une conception psycho-culturelle de la nation: partout en Amérique où quelques maisons canadiennes-françaises se serraient à l'ombre du clocher, là était la nation. Les Canadiens français d'alors pensaient ainsi, mais cette définition ils l'appliquaient à la diaspora. L'idéologie de la colonisation intérieure du Québec montre bien que l'on était conscient de la primauté du nombre et du territoire dans la vie des collectivités. Le souvenir de l'Irlandais dépossédé de sa terre et de sa langue hantait les consciences. Apolitique, aterritorial, le nationalisme canadien-français de 1840 à 1960 aurait souffert d'une autre infirmité. À propos de l'époque duplessiste, l'auteur tranche avec assurance: «Les élites nationalistes ne s'intéressent guère plus à la réalité économique qu'elles ne le faisaient avant la Deuxième Guerre mondiale» (p. 106). Tenons-nous-en aux quatre premières décennies du siècle, point de comparaison retenu par l'auteur, et soyons honnêtes: la question économique préoccupait les nationalistes jusqu'à l'obsession (Gouin et Taschereau aussi, à qui on doit la création ou en tout cas l'essor de l'enseignement technique et de l'enseignement commercial supérieur). Et c'est la question économique qui amènera les nationalistes, précisément dans les années trente, à radicaliser leur programme et à réclamer l'étatisation de l'hydro-électricité. Cette dernière sera bien engagée par le gouvernement Godbout. De retour au pouvoir, Duplessis ne privatisera pas et c'est Hydro-Québec qui élèvera les barrages sur la Bersimis dans les années 1950. En somme, René Lévesque continuera l'oeuvre de ses devanciers.

L'auteur sous-estime systématiquement la contribution de la droite au développement du nationalisme québécois comme il sous-estime l'emprise de la modernité sur le Québec d'avant 1960. Pour lui, l'ancien régime se survit jusqu'à cette aube lumineuse qui vit tout un peuple s'éveiller et tressaillir. S'il était utile de mettre au jour l'évolution du nationalisme québécois et ses diverses traductions dans la réalité politique et socio-économique, rien n'autorisait l'auteur à forcer autant les contrastes, en amplifiant démesurément les ruptures et en gommant les continuités. Ce n'est qu'à ce prix qu'il peut opposer si catégoriquement le nationalisme «d'ancien régime» des années 1840-1960 au nationalisme moderne des Patriotes et de la Révolution tranquille. Cet exercice était peut-être indispensable à la validation de sa grille d'analyse, mais il ne rend pas justice au passé. Prudent, le politologue a paré le coup: «Inutile de dire que je ne fais pas oeuvre d'historien» (p. 12).